LA MAISON

LA MAISON

Murray Angus
Enseignant, Nunavut Sivuniksavut

Imaginez une maison, assez grande – on pourrait dire un château. Elle compte des tas de pièces, mais seuls quelques habitants. Et ces habitants, ils y vivent depuis très, très longtemps. Aussi longtemps qu'on se souvienne.

Leur histoire est scellée dans les murs de la maison, elle flotte dans l'air. Au fil des générations, ils ont occupé la maison tout entière. Elle a toujours été la leur.

Ils y mènent une vie tranquille. Personne n'est jamais venu troubler leur paix. Et ils ne dérangent personne.

Un jour, sans crier gare, un étranger débarque. Il porte de drôles d'habits, et a un curieux attirail. Il promène son regard dans toute la pièce en faisant comme si les habitants des lieux n'existaient pas. Il éparpille ses affaires au sol et repart.

Les habitants le regardent faire, mais ne disent rien.

Peu de temps après, un autre étranger arrive, mais cette fois il n'est pas seul. Les nouveaux venus sont là pour longtemps. Ils s'installent au beau milieu de la pièce.

À l'instar du premier étranger, ils font comme si les habitants n'étaient pas là, comme s'ils étaient invisibles. Ils ne disent pas bonjour, ne demandent pas la permission d'occuper les lieux, ne se soucient guère de toute la place qu'ils prennent. Ils ne s'enquièrent pas non plus des règles. Ils s'installent tout bonnement.

Puis ils restent là.

Peu à peu, d'autres étrangers envahissent la maison, chacun avec ses bagages. Ils se trouvent un coin dans la pièce principale et étalent leurs affaires partout. Tout le monde continue de faire comme si la maison n'avait jamais été habitée auparavant – et plus la masse de visiteurs grossit, plus on est à l'étroit.

Un jour, la pièce est saturée et les étrangers décident que les autres – les habitants – doivent déménager dans une pièce plus petite. Les autres s'exécutent, par peur des étrangers dont le comportement est imprévisible et parfois menaçant.

Les étrangers continuent d'affluer, tant et si bien qu'ils finissent par accaparer toutes les pièces. Avant longtemps, les habitants sont confinés aux plus petits espaces de la maison : une poignée de placards çà et là.

Quant aux étrangers, ils se complaisent dans l'idée que la maison était jusque-là inoccupée, et ils en revendiquent la propriété avec conviction. Elle est à eux, disent-ils, et ils en feront bien ce qu'ils veulent.

Ils regardent autour et découvrent de nombreux biens de valeur qui pourraient leur rapporter beaucoup d'argent. Ils commencent à fomenter un plan pour les sortir de la maison.

Tout ce temps, l'indignation monte chez les habitants, qui en ont assez des conditions de vie qu'on leur impose. Après tout, c'était leur maison. Personne ne leur a demandé la permission d'y emménager, et encore moins de dilapider leur patrimoine pour en garder les profits.

LA MAISON

Les aînés avaient toujours peur des autres, mais la jeune génération avait plus d'assurance : habitués aux us et coutumes des étrangers, les jeunes savaient comment leur parler.

C'est ainsi qu'ils commencèrent à se rassembler pour discuter de ce qui se passait dans les différentes parties de la maison. Ils constatèrent qu'ils vivaient tous une expérience fort similaire : ils étaient ignorés, mis de côté et marginalisés; privés de leur droit de vivre selon leurs propres valeurs culturelles. Ils voyaient leur maison assaillie de toutes parts par ces nouveaux venus qui cherchaient maintenant à la vider de son contenu.

Les jeunes décidèrent qu'il fallait agir, et vite. Ils formèrent une organisation dans le but de faire entendre leur voix auprès des étrangers : ils souhaitaient avant tout qu'on reconnaisse leur statut de premiers propriétaires de la maison, tout comme leur droit d'en tirer un profit et de décider du sort des objets précieux qu'elle contenait.

Au début, les autres ne prenaient pas la demande au sérieux – elle était irréaliste, disaient-ils, impossible à remplir. Ils se contentèrent donc de tapoter amicalement la tête des habitants, puis se remirent à leur projet de dilapider les biens de la maison.

Mais les jeunes n'allaient pas se laisser faire sans rien dire. Ils étaient persévérants. Et patients. Ils savaient qu'ils avaient raison : c'était leur maison, et ils avaient le droit de dire leur mot.

Les habitants furent si persistants et firent tant de tapage que les étrangers se lassèrent et acceptèrent d'avoir une discussion, pressés qu'ils étaient de se débarrasser du problème. Ils offrirent aux habitants un droit d'usage exclusif de tous les placards ainsi qu'une coquette somme d'argent – car ils avaient de la marchandise à leur vendre.

À la surprise des étrangers, l'offre fut rejetée. Les habitants dirent : « Cette maison n'est pas à vendre! »

Et les autres de renchérir : « Nous vous en offrons le double! » Mais les habitants étaient fermes, car ils savaient qu'en renonçant à leurs droits, ils perdraient toute possibilité de décider de leur propre avenir. Et qu'en prenant l'argent, ils finiraient inévitablement par la dépenser et se retrouver les mains vides.

Pendant un temps, les uns et les autres refusèrent de revenir sur leur position, chacun revendiquant la propriété de la maison et de son contenu. Personne n'était prêt à faire de concession.

Puis, un jour, les habitants prirent l'initiative de dénouer l'impasse. Ils avaient compris que les étrangers étaient là pour rester et qu'ils n'auraient pas d'autre choix que de cohabiter avec eux dans la maison. Ils savaient aussi que ces étrangers faisaient une fixation sur l'idée d'être propriétaires de la maison, parce qu'à leurs yeux le statut de propriétaire leur conférerait un contrôle absolu sur tout.

C'est ainsi que les habitants proposèrent une offre : ils consentirent à donner aux étrangers plus ou moins 80 % de la propriété... SI ces derniers promettaient que toutes les décisions au sujet de la maison et de son contenu seraient prises conjointement.

Eh bien, les étrangers durent penser longuement à cette offre inattendue – car pour eux, il y avait toujours un gagnant et un perdant. Ils devaient apprivoiser l'idée de partager le pouvoir. Après mûre réflexion, ils décidèrent d'accepter.

« Merveilleux », dirent les habitants.

« Mais ce n'est pas tout! »

LA MAISON

« Nous voulons aussi un milliard de dollars en échange de notre concession de la propriété de la maison entière; et une compensation pour tous les biens de valeur que vous avez vendus sans qu'ils vous appartiennent, et sans en partager les profits avec nous. »

« Hum... Eh bien, d'accord », dirent les étrangers.

« Et ce n'est pas tout », renchérirent les habitants.

« Nous voulons la garantie que si vous embauchez du personnel pour s'occuper de la maison ou du jardin, nous serons considérés pour ces emplois au même titre que vous. »

« D'accord », répondirent les étrangers, qui commençaient à être un peu exaspérés.

« Mais ce n'est pas tout », continuèrent les habitants.

« Nous voulons une part de l'argent que vous obtiendrez de la vente de nos biens de valeur. »

« C'est bon, c'est bon », firent les étrangers, encore plus exaspérés.

« Et pour finir, nous voulons former un conseil qui décidera de l'avenir de la maison, et dont les membres seront élus par tous les habitants de la maison. »

« Un instant », s'exclamèrent les étrangers. « Vous êtes bien plus nombreux que nous, alors vous aurez plus de votes. »

« C'est bien vrai », affirmèrent les habitants. « Et avec raison, car c'est notre maison depuis toujours, et ce le sera pour encore longtemps. »

Ce à quoi les étrangers répondirent : « Donc, si nous acceptons toutes vos conditions, vous allez nous laisser être propriétaires de la maison? »

« Oui, mais seulement s'il le faut vraiment. »

Et il le fallut bien un jour.

LA MAISON

Élément de l'histoire	Analogie
Maison	Nunavut
Étrangers	Négociateurs, missionnaires, police montée, fonctionnaires, prospecteurs, compagnies pétrolières et gazières, etc.
Habitants/propriétaires de la maison	Inuits
Biens de valeur	Pétrole, gaz naturel, minerai, eau, fourrure des animaux
Commencèrent à se rassembler pour discuter	Conférence de Coppermine
Jeune génération	Tous les négociateurs ayant participé à l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut
Formèrent une organisation	ITC (maintenant Inuit Tapiriit Kanatami, ITK)
Voulaient que les étrangers reconnaissent leur statut de premiers propriétaires de la maison	En 1973, la Cour suprême du Canada a statué dans le cas Calder que les peuples autochtones qui n'avaient jamais signé de traité (dont les Inuits) conservaient leur titre ancestral au territoire. Cette décision, contraire au point de vue du gouvernement, a forcé ce dernier à revoir son approche.
Offrirent aux habitants un droit d'usage exclusif de tous les placards ainsi qu'une coquette somme d'argent – car ils avaient de la marchandise à leur vendre	Peu de temps après la décision de la Cour suprême de 1973, le gouvernement du Canada s'est doté d'une politique sur les revendications territoriales globales. Elle prônait l'extinction des droits non définis des Autochtones en échange d'une série de concessions comprenant l'octroi limité de terres, des droits de chasse et de pêche spéciaux, ainsi que des millions en argent sonnant. Les groupes autochtones du Nord ont rejeté l'offre, arguant qu'ils perdraient ainsi tout pouvoir d'influencer le développement futur du Nord. Leur réponse fut : « Cette terre n'est pas à vendre! »
Les uns et les autres refusèrent de revenir sur leur position	1977-1979
Ils savaient aussi que ces étrangers faisaient une fixation sur l'idée d'être propriétaires de la maison, parce qu'à leurs yeux le statut de propriétaire leur conférerait un contrôle absolu sur tout	Le gouvernement souhaitait à tout prix être propriétaire de la terre, croyant qu'il aurait ainsi le contrôle qu'il voulait.
C'est ainsi que les habitants proposèrent une offre : ils consentirent à donner aux étrangers plus ou moins 80 % de la propriété...	Les Inuits ont fait une contre-offre : ils acceptaient que le gouvernement soit propriétaire de la majeure partie du Nunavut si le gouvernement consentait à partager le pouvoir décisionnel en ce qui touchait le territoire et ses ressources.

LA MAISON

SI ces derniers promettaient que toutes les décisions au sujet de la maison et de son contenu seraient prises conjointement	Le gouvernement a fini par accepter, alors les Inuits ont renoncé à 82 % de leur territoire en échange d'une voix équitable au sein des organes créés pour décider de l'utilisation des terres, de la gestion de la faune et de l'eau ainsi que du traitement des projets de développement. Ces organes se nomment Institutions de gouvernement populaire (IGP). Les Inuits ont aujourd'hui le même nombre de sièges que le gouvernement au Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut (CGRFN), à l'Office des eaux du Nunavut (OEN), à la Commission d'aménagement du Nunavut (CAN) et à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER).
Nous voulons aussi un milliard de dollars en échange de notre concession de la propriété de la maison entière	En échange des 82 % de leur territoire, les Inuits ont également reçu une compensation financière de l'ordre de 1,14 milliard de dollars.
Nous voulons la garantie que si vous engagez du personnel pour s'occuper de la maison ou du jardin, nous serons considérés pour ces emplois au même titre que vous	Il a également été convenu, puisque les gouvernements sont les premiers employeurs au Nunavut, que la fonction publique serait composée dans une proportion équitable d'Inuits. Comme ces derniers forment 85 % de la population du Nunavut, 85 % des emplois de fonctionnaire devraient leur revenir.
Nous voulons une part de l'argent que vous obtiendrez de la vente de nos biens de valeur	Les Inuits reçoivent un pourcentage du produit de l'exploitation des ressources sur les terres de la Couronne. Ils peuvent aussi exiger des droits des entreprises qui s'installent sur leurs terres, et exploiter eux-mêmes tout gisement minéral qui se trouve en leur sol (où ils ont des droits tréfonciers).
Nous voulons former un conseil qui décidera de l'avenir de la maison, et dont les membres seront élus par tous les habitants de la maison	Non contents de leur pouvoir décisionnel sur le territoire et les ressources de tout le Nunavut, les Inuits ont insisté pour que le gouvernement fasse de cette région un nouveau territoire politique en divisant les Territoires du Nord-Ouest, condition qui a fini par être acceptée à la toute fin des négociations.